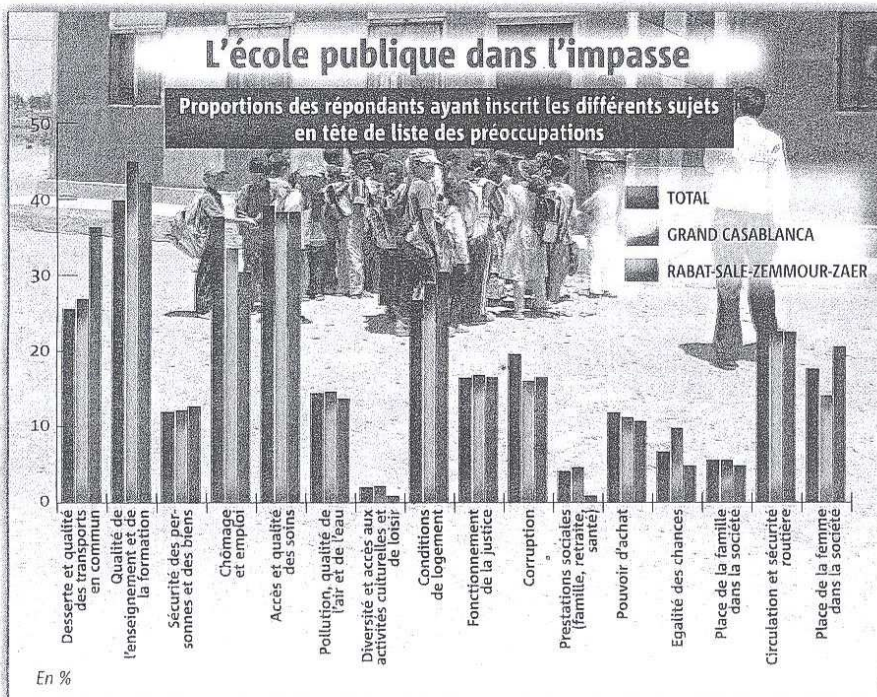


La qualité de l'enseignement, un souci majeur en ville comme en campagne

■ L'ordre des priorités change mais les principales préoccupations sont les mêmes.

■ L'accès aux soins en première ligne dans les régions de Fès-Boulemane, Meknès-Tafilalet, Souss-Massa-Draâ et Tadla-Azilal.

■ Paradoxe, le pouvoir d'achat suscite un peu moins d'inquiétude.



ment de l'échantillon le citent en premier. Ce qui ne veut surtout pas dire que le faible niveau de l'inflation a calmé la contestation.

L'enquête ayant été effectuée en novembre, c'est-à-dire juste après la rentrée scolaire, le classement de l'enseignement au sommet des priorités n'est donc pas une surprise. Parents et jeunes apprenants devaient encore s'interroger sur la qualité de l'école et de la filière choisie et sur les opportunités d'emploi offertes en bout de parcours. Aussi bien en ville qu'en campagne, l'enseignement reste un sujet de préoccupation majeur. Nombreuses sont les personnes relevant des catégories socioprofessionnelles inférieures, les C et D notamment, qui continuent de croire fermement que l'école, quoi qu'on en dise, sert toujours d'ascenseur social. Dès lors, ils n'hésitent pas à sacrifier leurs maigres ressources pour multiplier les chances de réussite de leurs descendants. Mais quand on évoque la qualité de l'enseignement, c'est surtout le secteur public qui est ciblé. Malgré des séries de réformes initiées par les ministres qui se sont succédé depuis des années, rien n'y fait. Les résultats restent médiocres s'ils ne se détériorent pas tout bonnement. C'est donc un gros chantier sur lequel les décideurs publics devront impérativement mettre le paquet en prenant en considération qu'il ne sert à rien d'avoir une élite au top et un vide dans les échelons en dessous.

Les dangers de la route ne laissent plus indifférents

Le même cri d'alarme est lancé pour la santé que l'on retrouve même aux premières loges dans les régions de Fès-Boulemane, Meknès-Tafilalet, Souss-Massa-Draâ et Tadla-Azilal. L'inquiétude grandit à

Se loger correctement, avoir un emploi, se soigner, se déplacer facilement et trouver une bonne école pour ses enfants. Que l'on soit dans une grande ville ou dans un patelin reculé, ces besoins qui revêtent un caractère fondamental sont en tête sur la liste des préoccupations des Marocains. Le baromètre *La Vie éco/Egenvalue*, qui couvre cette fois-ci toutes les régions du Maroc, change cependant légèrement de direction quand il s'agit de l'ordre de ces préoccupations. Habituellement, comme lors de la précédente enquête de juin 2014 consacrée exclusivement à Casablanca, l'emploi vient invariablement en tête. Pour une fois, il s'affiche en troisième position avec 37,3% des personnes interrogées qui l'ont cité en premier lieu. Les hommes et les femmes ont une opinion à peu près similaire sur ce point.

Cette évolution peut en

partie être expliquée par l'effet de dilution provoqué par l'élargissement de l'échantillon aux zones rurales où la perception du chômage n'est pas la même qu'en ville. Quand bien même les occupations y soient précaires et généralement peu rémunératrices, le taux de chômage relevé par les enquêtes du Haut commissariat au plan (HCP) y est beaucoup plus bas qu'en milieu urbain. Le repli de la question de l'emploi découle aussi d'une montée de l'inté-

NOMBREUSES SONT LES PERSONNES RELEVANT DES CATÉGORIES SOCIOPROFESIONNELLES INFÉRIEURES QUI CONTINUENT DE CROIRE FERMEMENT QUE L'ÉCOLE, QUOI QU'ON EN DISE, SERT TOUJOURS D'ASCENSEUR SOCIAL

FICHE TECHNIQUE

Un millier de personnes interrogées

L'enquête couvre toutes les régions du pays. Elle est réalisée au courant du mois de novembre sur **1 002 personnes** dont **733 hommes** et **269 femmes**. Toutes les catégories socioprofessionnelles sont représentées. Les personnes âgées de 25 à 59 ans forment **78%** de l'échantillon constitué à hauteur de **77,7%** d'urbains et **22,3%** de ruraux. Parmi les critères de sélection figurent le type de logement (villa, appartement, maison marocaine, habitat rural...), le statut dans le foyer, la situation professionnelle et l'activité exercée.

rêt ou, pour être plus exact, de l'inquiétude suscitée par l'enseignement et l'accès aux soins qui arrivent en première et deuxième position. Ils sont respectivement 39% et 38,7% des sondés à avoir cité ces deux sujets comme leur premier souci. On s'aperçoit à ce niveau que le contexte temporel, à l'instar du spatial, est déterminant dans l'état d'esprit des populations. Rappelons à cet égard que quand des cas, réels ou supposés, d'agression avaient semé l'émoi à Casablanca, la sécurité des biens et des personnes avait fait un grand bond dans l'ordre des préoccupations. Il en fut de même avec le pouvoir d'achat, lors du baromètre de juin dernier, au moment où le débat sur le contrat programme Etat/ONEE devant entraîner une hausse des tarifs pour une partie des clients faisait rage. Ce sujet est d'ailleurs relégué très loin, 12% seule-

mesure que l'on monte dans l'âge. Le logement (26,4% en première citation) et le transport (25,3%) ferment le top cinq des préoccupations.

Il est évident que c'est dans ces domaines que l'Etat doit mettre le curseur dans ses politiques publiques. Ces soucis des populations sont mis en évidence moins pour vitupérer la faiblesse des résultats obtenus jusque-là que pour exhorter l'Etat à faire preuve de plus de sagacité dans ses choix.

Des actions efficaces doivent aussi être poursuivies en matière de sécurité routière. La prise de conscience des dangers encourus à chaque déplacement s'amplifie (23% des personnes enquêtées classent ce problème en première position ; 22% dans le grand Casablanca contre 5% en juin). Pas seulement à cause des accidents mortels enregistrés tous les jours, mais surtout parce que la police (en périmètre urbain) et la gendarmerie (sur les routes) se montrent beaucoup plus sévères que par le passé.

Le privé fait bonne figure mais est égratigné sur la protection de l'environnement

Quand tout va mal, c'est toujours la faute à l'Etat, au gouvernement, aux politiciens. En dehors des sautes d'humeur des syndicats, le privé est rarement pointé du doigt. Les résultats de l'étude réalisée, en marge du baromètre, sur l'opinion du public sur ce secteur, montrent pourtant que ce secteur n'est pas exempt de reproches. A la quasi-unanimité (92%), les sondés reconnaissent que le secteur privé est un levier important dans l'économie marocaine. La même proportion, chez les hommes comme chez les femmes, juge également qu'il participe à la création de richesse. Le privé est aussi plébiscité pour sa participation à la création d'emplois

et au développement des régions. A quelques points près, ces sentiments sont partagés aussi bien dans les villes que dans le monde rural.

En revanche, sur des sujets qui font l'actualité, le privé marocain fait figure de mauvais élève. Ainsi de l'environnement : 38% de l'échantillon considèrent qu'il ne respecte pas l'environnement. La gent masculine étant plus sévère avec 41% d'opinions défavorables. L'adhésion est aussi loin d'être totale sur le traitement réservé aux salariés : plus du tiers des répondants ont une opinion défavorable. Pour ces trois domaines, les avis critiques sont certes émis par moins de la moitié des répondants,

mais leur sensibilité incite à plus d'attention.

Cette sensibilité découle du fait que l'environnement, le respect du droit des salariés, le refus du travail des enfants et le commerce éthique, entre autres, sont réunis sous le vocable de ce que l'on appelle responsabilité sociale des entreprises (RSE). Et comme nombreuses sont les entreprises qui courent après le label « socialement responsable », un argument désormais très prisé en matière de communication, il y a bel et bien du travail à faire, surtout qu'in fine tout progrès dans ce domaine se traduit par du chiffre d'affaires supplémentaire ■

Comme quoi, la politique du bâton porte aussi ses fruits. Tout comme la sensibilisation qui a été efficace dans la libération de la parole à propos de la corruption (19% l'inscrivent à la première place). La dé-

noncer, n'est-il pas le meilleur moyen pour la circonscrire ?

Les autres sujets de débat comme la place de la femme dans la société, la famille et l'égalité des chances sont relégués au second plan, victimes

certainement du faible écho donné aux récriminations émises dans certains cercles associatifs. La question de la femme reste de surcroît étouffée par le facteur culturel malgré quelques avancées. Le

Maroc, comme toute société en mutation, ne pourra cependant pas échapper à l'approfondissement des débats sur ces sujets qui participent aussi au bien-vivre ensemble ■

A.D.N.